



Marseille, le 15 février 2012

OM/ND/201202018

## **DECLARATION DE L'UNION DEPARTEMENTALE CGT 13**

***Le gouvernement a fait évacuer les grévistes du « Corse » par la force, c'est un véritable scandale d'état !!***

Alors que tous les éléments fournis au préfet de région prouvent clairement la présence des marins grévistes à bord du navire « Le Corse »,

Que la démonstration a été faite que la direction de la SNCM a triché (en débarquant les grévistes de l'équipage) pour obtenir de la justice le recours aux forces de l'ordre pour la grève,

Alors que tous les éléments et arguments économiques présentés par le Syndicat CGT des Marins démontrent le danger que fait courir l'ouverture d'une ligne au départ de Toulon dans les conditions actuelles (pertes estimées à 8 millions d'€ par an, impact sur le périmètre de la future délégation de service public etc...) pour l'avenir de la SNCM et de la CMN,

Alors que le danger qui menace les compagnies SNCM et CMN pourrait avoir un effet catastrophique sur l'activité et les emplois des bassins de Marseille, du Grand Port Maritime de Marseille déjà fortement percuté par un niveau de trafic déplorablement faible (toutes activités confondues),

Malgré tout cela, le gouvernement a fait le choix de se soumettre à la volonté de la direction de la SNCM, prenant ainsi le risque de condamner des milliers d'emplois en Corse et en PACA.

Ceux qui ont pris cette décision devront assumer mais en aucun cas, pour la CGT, elle ne constitue la fin du combat. La lutte que les Marins mènent avec leurs Camarades Portuaires, c'est la lutte contre le libéralisme, contre ce capitalisme qui, partout, impose la concurrence entre les salariés, en utilisant les fonds publics pour favoriser les compagnies low cost. C'est la lutte contre ce système qui, partout, s'en prend aux statuts, aux salaires, aux conditions de travail des salariés, contre ceux qui, à tout prix, opposent les travailleurs, les peuples entre eux, pour mieux les exploiter et gaver toujours plus les actionnaires, le monde de la finance.

Ceux qui ont pris cette décision sont les mêmes qui, en ce moment, imposent aux peuples grecs des sacrifices inacceptables pour continuer à remplir les poches des financiers.

Dans ce contexte, l'Union Départementale CGT des Bouches du Rhône, condamne fermement le coup de force du gouvernement et de la direction de la SNCM et réaffirme son soutien total au combat mené par les Marins et les Portuaires.

Le 24 février prochain se tiendra un Conseil de Surveillance de la SNCM. L'état, actionnaire de la SNCM, a les moyens d'empêcher ce jeu de massacre en imposant à la direction de surseoir à sa décision. Il peut le faire. Il doit le faire.

C'est devant les salariés qu'il aura à répondre. Nous ne manquerons pas de le lui rappeler.